

Cote du document: EB 2021/134/R.39/Rev.1
Point de l'ordre du 19 b) i) b)
Date: 30 décembre 2021
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt

République de l'Inde

Projet de dynamisation de l'entrepreneuriat rural

Numéro du projet: 2000003737

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Nigel Brett
Directeur régional
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2516
courriel: n.brett@ifad.org

Ulaş Demirag
Directeur de pays
téléphone: +91 11 4653 2250
courriel: u.demirag@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États
membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-quatrième session
Rome, 13-16 décembre 2021

Pour: **Approbation**

Table des matières

| | |
|---|------------|
| Sigles et acronymes | ii |
| Résumé du financement | iii |
| I. Contexte | 1 |
| A. Informations contextuelles sur le pays et l'État, et justification de l'intervention du FIDA | 1 |
| B. Enseignements tirés | 3 |
| II. Description du projet | 3 |
| A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles | 3 |
| B. Composantes, résultats et activités | 4 |
| C. Théorie du changement | 4 |
| D. Alignement, appropriation et partenariats | 5 |
| E. Coût, avantages et financement | 6 |
| III. Risques | 11 |
| A. Risques et mesures d'atténuation | 11 |
| B. Catégorie environnementale et sociale | 11 |
| C. Classement au regard des risques climatiques | 11 |
| D. Soutenabilité de la dette | 12 |
| IV. Exécution | 12 |
| A. Cadre organisationnel | 12 |
| B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication | 13 |
| C. Plans d'exécution | 13 |
| V. Instruments et pouvoirs juridiques | 14 |
| VI. Recommandation | 14 |

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework
- III. Integrated project risk matrix

Équipe d'exécution du projet

| | |
|--------------------------------------|--------------------------------|
| Directeur régional: | Nigel Brett |
| Directeur de pays: | Han Ulaş Demirag |
| Coordonnatrice de pays: | Meera Mishra |
| Responsable technique: | Mylene Kherallah |
| Responsable des finances: | Norpulat Daniyarov |
| Spécialiste climat et environnement: | Kisa Mfalila |
| Juriste: | Itziar Miren Garcia Villanueva |

Sigles et acronymes

| | |
|--------|--|
| ILSP | Projet intégré d'appui aux moyens de subsistance |
| PIB | produit intérieur brut |
| REAP | Projet de dynamisation de l'entrepreneuriat rural |
| UGP | unité de gestion du projet |
| UGPD | unité de gestion du projet au niveau du district |
| UGVS | Uttarakhand Gramya Vikas Samiti |
| UPASaC | Uttarakhand Parvatiya Aajeevika Sanvardhan Company |
| USRLM | Mission d'amélioration des moyens d'existence en milieu rural dans l'État de l'Uttarakhand |

Résumé du financement

| | |
|---|---|
| Institution initiatrice: | FIDA |
| Emprunteur: | République de l'Inde |
| Organisme d'exécution: | Département du développement rural, Gouvernement de l'Uttarakhand |
| Coût total du projet: | 378,0 millions d'USD |
| Montant du prêt du FIDA: | 105,0 millions d'USD ¹ |
| Conditions du prêt du FIDA: | Ordinaires |
| Cofinanceurs: | Institutions financières nationales, secteur privé local, bénéficiaires |
| | Convergence avec les programmes publics et le Gouvernement de l'Uttarakhand |
| Montant du cofinancement: | Banques: 185,8 millions d'USD |
| | Secteur privé: 0,6 million d'USD |
| | Uttarakhand Parvatiya Aajeevika Sanvardhan Company: 0,3 million d'USD |
| | Convergence: 47,9 millions d'USD |
| Conditions du cofinancement: | À déterminer |
| Contribution de l'Emprunteur: | 24,3 millions d'USD |
| Contribution des bénéficiaires: | 14,1 millions d'USD |
| Montant du financement climatique accordé par le FIDA: | 17,7 millions d'USD |
| Institution coopérante: | FIDA |

¹ Ce montant comprend des annulations partielles de 44,83 millions d'USD demandées par la République de l'Inde dans le cadre de deux projets, à savoir le Projet d'atténuation des effets de la sécheresse dans l'État de l'Andhra Pradesh (EB 2016/119/R.24/Rev.1, approuvé en décembre 2016; montant annulé: 33,33 millions d'USD) et le Projet d'autonomisation et de promotion des moyens de subsistance des populations tribales du Jharkhand (EB 2012/106/R.19/Rev.1, approuvé en septembre 2012; montant annulé: 11,50 millions d'USD). La proposition de réengager des fonds annulés est conforme aux règles et aux procédures approuvées par le Conseil d'administration à sa cent onzième session dans le document « Révision des principes en vigueur au FIDA pour l'utilisation des crédits provenant de l'annulation de prêts et/ou de dons approuvés » (EB 2014/111/R.12/Rev.1).

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur du Gouvernement de l'Uttarakhand (Inde) pour le Projet de dynamisation de l'entrepreneuriat rural (REAP), telle qu'elle figure au paragraphe 53.

I. Contexte

A. Informations contextuelles sur le pays et l'État, et justification de l'intervention du FIDA

1. **Informations contextuelles sur le pays et l'État.** L'Inde a fait d'importants progrès entre 2005 et 2016² en réduisant de moitié la pauvreté dans ses nombreuses dimensions, ce qui se traduit aujourd'hui par une diminution du nombre de pauvres de plus de 270 millions. Il s'agit toutefois encore du pays comptant le plus grand nombre de personnes vivant dans la pauvreté (364 millions) au monde, situation qui s'est aggravée avec la pandémie de COVID-19. Le maintien des acquis obtenus par le passé suppose de poursuivre et d'intensifier les efforts accomplis.
2. Le produit intérieur brut (PIB) de l'État de l'Uttarakhand, dans le nord du pays, est de 2 500 milliards d'INR (34 milliards d'USD) (2018-2019). Il a connu une croissance annuelle de 37,4% en 2015, avant de ralentir à un taux de 10,4% (2019). L'Uttarakhand se compose de deux divisions administratives et de treize districts, dont dix situés dans des régions de collines et trois dans des plaines. Environ la moitié de la population vit de l'agriculture, bien que les zones cultivables représentent moins de 15% des terres.
3. Le Gouvernement de l'État et le Gouvernement central ont mis en œuvre plusieurs politiques pour s'attaquer au chômage. L'État voit un potentiel énorme dans le développement d'entreprises en grappes dans le secteur agricole, entre autres, pouvant garantir des revenus plus élevés aux populations rurales. Le Projet intégré d'appui aux moyens de subsistance (ILSP), un projet phare du Gouvernement de l'Uttarakhand récemment achevé, a eu des retombées positives sur le bien-être et les moyens d'existence des populations pauvres locales. Le Gouvernement de l'Uttarakhand souhaite voir certains éléments clés du projet reproduits dans d'autres zones de l'État.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

4. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), le projet a été validé comme:
 - incluant des fonds pour l'action climatique;
 - tenant compte des jeunes.
5. **Genre et inclusion sociale.** L'Inde se classe au 95^e rang sur 129 pays selon l'indice de développement de genre (IDG). Dans l'État de l'Uttarakhand, cet indice a progressé, passant de 0,457 en 1996 à 0,647 en 2006, ce qui reflète une amélioration générale dans les relations entre les femmes et les hommes. Deux difficultés de taille subsistent toutefois pour les femmes: un écart de rémunération annuel élevé par personne et un niveau élevé de pénibilité du travail. L'exode rural des hommes, justifié par des motifs économiques, signifie que les femmes continuent à assumer, quasiment à elles seules, la charge de s'occuper de leur famille.

² Mesurés par l'indice de la pauvreté multidimensionnelle.

6. **Jeunes.** Les jeunes représentent près d'un tiers de la population indienne. Dans l'Uttarakhand comme à l'échelle nationale, un grand nombre de jeunes non qualifiés migrent à la recherche d'un meilleur emploi. Cette tendance est prédominante dans les districts de collines de l'État. L'émigration est à la fois saisonnière et à long terme, compte tenu de l'absence d'emploi à l'échelle locale. Malgré le taux de croissance économique important de l'État, le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant pas accès à un travail productif et rémunérateur est en hausse.
7. **Climat et environnement.** Les projections signalent une intensification constante des changements et de la variabilité climatiques, se traduisant par une multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les sécheresses, les inondations et les catastrophes naturelles. Ces phénomènes exacerberont l'érosion du sol dans les zones montagneuses de l'État, où bon nombre de personnes rurales pauvres dépendent des ressources naturelles et de l'agriculture pluviale. La promotion d'une production en grappes axée sur des volumes faibles, une valeur élevée et des filières écologiquement durables et résilientes face au climat constitue une approche climato-compatible propice au développement de l'État, et offre la possibilité de renforcer la résilience face aux changements climatiques dans des zones géographiques plus vastes.
8. **Nutrition.** La situation nutritionnelle dans l'État de l'Uttarakhand s'est sensiblement améliorée ces 20 dernières années. Toutefois, malgré une diminution du retard de croissance et de l'insuffisance pondérale, la malnutrition infantile demeure problématique, de même que l'anémie chez les femmes. Les cultures et filières favorisées dans le cadre du REAP tiennent compte des enjeux nutritionnels, et les activités de promotion des filières permettront d'améliorer la consommation de cultures nutritionnelles par les ménages et de produire des excédents commercialisables. Le projet sera par ailleurs l'occasion de mettre sur pied des stratégies pour lutter contre la malnutrition chez les enfants et les femmes, au moyen de partenariats institutionnels, en particulier avec les Services intégrés de développement de l'enfant.

Justification de l'intervention du FIDA

9. L'intervention du FIDA dans l'État est justifiée par la possibilité: i) de tirer parti de la solidité des institutions créées dans le cadre de l'ILSP précédent (appuyé par le FIDA) et de créer des institutions autonomes favorisant la transformation des moyens d'existence dans l'État; ii) de s'appuyer sur le partenariat solide déjà établi avec les autorités de l'État, en particulier la Mission d'amélioration des moyens d'existence en milieu rural dans l'État de l'Uttarakhand (USRLM), afin de reproduire partout dans l'État les bonnes pratiques tirées de l'ILSP et d'autres projets; iii) d'exploiter les connaissances et l'expertise pour contribuer aux efforts déployés par le Gouvernement de l'Uttarakhand pour passer d'une agriculture et de modèles de subsistance à des modèles de promotion des filières et des entreprises ayant un impact à long terme sur l'économie locale et les mouvements migratoires, tout en réduisant la vulnérabilité aux chocs climatiques.
10. L'approche en grappes du REAP est suivie dans le cadre d'une stratégie nationale visant à mettre en place des organisations de producteurs agricoles pour garantir le volume et la qualité des produits de la filière consolidée. Cette approche est largement reconnue comme étant essentielle pour agréger la production, garantir des économies d'échelle et mettre sur pied des coopératives ou organisations formelles de producteurs agricoles en mesure d'insuffler une dynamique de changement. Un regroupement de ce type offre des avantages intéressants aux agriculteurs en concentrant les services ruraux dans certaines zones données et en les mettant à la disposition de vastes réseaux d'agriculteurs, afin de réduire les coûts de transaction et de favoriser une meilleure efficacité des transactions commerciales et une plus grande souplesse de production.

11. Le Gouvernement indien a récemment annoncé plusieurs réformes agricoles importantes, qui poursuivent les mêmes buts et objectifs que le REAP. Le cadre d'intervention du projet est conforme aux deux projets de loi de réforme agricole et à l'annonce relative au Budget de l'Union cités ci-dessous: i) promotion et développement de 10 000 organisations de producteurs agricoles (Budget de l'Union 2019-2020); ii) projet de loi de 2020 sur le commerce et les échanges de produits agricoles (promotion et facilitation); iii) projet de loi de 2020 sur l'accord (pour l'autonomisation et la protection) des agriculteurs sur la garantie des prix et les services agricoles. Ces lois ont pour objectifs de multiplier les possibilités de commercialisation offertes aux agriculteurs, de renforcer leur pouvoir de négociation, de permettre la détermination de prix compétitifs pour les produits agricoles et d'augmenter les revenus agricoles.
12. Le FIDA œuvre de longue date auprès des petits agriculteurs pour promouvoir les filières climato-compatibles et axées sur la lutte contre la pauvreté, en Inde comme ailleurs. Il peut tirer parti de son expertise générale et technique sur les filières et les approches axées en priorité sur le marché pour renforcer les capacités dans l'État. En outre, le FIDA s'est pleinement engagé en faveur de l'objectif stratégique du Gouvernement indien visant à doubler les revenus des agriculteurs, ce que reflète son programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2018-2024 pour l'Inde.

B. Enseignements tirés

13. Les points suivants résument les principaux enseignements tirés de différents projets appuyés par le FIDA en Inde et dans la sous-région, de même que les leçons recueillies auprès de la société civile indienne. Il s'agit notamment de la nécessité: i) d'exploiter les ressources publiques en favorisant la convergence³; ii) de prendre appui sur les institutions communautaires pour articuler les interventions du gouvernement dans les zones reculées; iii) d'adopter une approche de la production en grappes axée en priorité sur le marché, afin d'augmenter durablement les revenus des agriculteurs; iv) d'assurer le développement institutionnel local, essentiel à la commercialisation des produits des petits agriculteurs; v) d'assurer l'avancement des femmes, indispensable au bien-être durable des familles.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

14. Le REAP a pour objectif de contribuer à la multiplication par deux des revenus des ménages ruraux et de réduire les exodes ruraux motivés par les difficultés économiques extrêmes. L'objectif de développement est de renforcer la résilience des ménages ruraux, en diversifiant leurs sources de revenus grâce à la mise en place de systèmes de production intensifiés, déployés en grappes et résilients face aux aléas climatiques dans des filières choisies. La promotion des entreprises agricoles et non agricoles et la création d'un écosystème favorable figurent également parmi les objectifs recherchés. L'intensification de l'entrepreneuriat agricole pourra se concrétiser grâce à un appui aux groupes communautaires et à leurs structures fédérées, l'objectif étant de promouvoir la production en grappes grâce à des filières pertinentes et fondées sur la demande du marché.
15. Le projet s'appuiera sur les interventions menées au titre de l'ILSP dans 44 blocs de développement communautaire de 11 districts, ainsi que sur les activités de l'USRLM, mises en œuvre dans l'ensemble des 95 blocs des 13 districts de l'État.

³ La convergence consiste à mettre à profit les atouts des programmes publics et des départements d'exécution dans l'intérêt des ménages visés par le projet. L'organisme d'exécution du projet dirige le processus en établissant des partenariats solides avec les départements d'exécution.

16. Le projet devrait atteindre 560 000 ménages au total, soit 2,7 millions d'individus, en grande partie des petits agriculteurs et des ménages sans terre, y compris des migrants de retour au pays touchés par la pandémie de COVID-19. Les femmes représenteront quelque 60% des participants des ménages cibles, et les jeunes 35%. Les bénéficiaires seront, pour la plupart, de petits agriculteurs (possédant moins d'un hectare), des éleveurs, des microentrepreneurs, des producteurs non agricoles, des travailleurs des secteurs des services, des ouvriers agricoles et des personnes prenant part à d'autres activités.
17. Trois catégories de petits exploitants seront visées par le projet: les petits exploitants extrêmement pauvres⁴, les petits exploitants pauvres et les petits exploitants à vocation commerciale. Au total, 80% des bénéficiaires feront partie des deux premières catégories (40% chacune), tandis que les 20% restants seront issus de la troisième. Le REAP apportera également un module de soutien distinct à 10 000 ménages très pauvres.

B. Composantes, résultats et activités

18. Pour atteindre son objectif, le projet visera l'obtention de trois effets directs majeurs: i) intensification de la production agricole des ménages ruraux, et promotion des entreprises agricoles, extra-agricoles et non agricoles, avec création d'emplois; ii) renforcement des capacités des organisations locales et des partenariats; iii) promotion d'un écosystème propice à la promotion des entreprises.
19. **Composante 1: création de grappes inclusives.** La mise en œuvre de cette composante s'articulera autour de deux sous-composantes: sous-composante 1.1 – diversification des moyens d'existence et création d'entreprises; sous-composante 1.2 – renforcement institutionnel des organisations locales et des partenariats. La sous-composante 1.1 vise à renforcer la capacité des ménages agricoles, des groupes d'entraide et des groupes de producteurs à diversifier leurs moyens d'existence. La sous-composante 1.2 vise à renforcer la capacité des organisations locales à accroître leur champ d'action et à devenir des institutions paysannes viables et inclusives.
20. **Composante 2: un écosystème pour la création d'entreprises.** La mise en œuvre de cette composante s'articulera autour de deux sous-composantes: sous-composante 2.1 – renforcement des services d'appui et des infrastructures de marché. L'objectif est de créer les conditions propices au développement des moyens d'existence, des entreprises et des filières, en mettant en place des infrastructures de marché jusqu'au dernier kilomètre, en fournissant des services d'appui et en reproduisant à plus grande échelle un programme d'incubation pour les jeunes. La sous-composante 2.2 a pour objectif d'appuyer les activités du projet en favorisant l'accès des bénéficiaires aux services financiers.
21. **Composante 3: gestion du projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs.** Des unités de gestion du projet (UGP) seront créées au niveau de l'État et des districts. L'UGP sera dirigée par un directeur ou une directrice de projet à l'échelle de l'État, et par des chefs de projet à l'échelle des 13 districts de l'État. L'UGP se coordonnera avec les équipes des programmes et projets publics qui apporteront un appui actif, à la fois sur les plans technique et financier, à l'exécution du projet. Un comité de haut niveau sera chargé de la supervision stratégique.

C. Théorie du changement

22. D'après la théorie du changement, deux facteurs principaux expliquent les niveaux de pauvreté constamment élevés dans les zones rurales: i) les systèmes agricoles traditionnels sont exposés aux risques et conséquences des changements

⁴ Les groupes extrêmement pauvres comprennent les femmes célibataires, les ménages dirigés par une femme, les personnes handicapées, les personnes sans terre, les ouvriers agricoles, les castes répertoriées et les tribus répertoriées.

climatiques, ce qui entraîne une faible productivité, des volumes insuffisants de produits commercialisables et une faible rentabilité; ii) l'absence d'environnement propice à la commercialisation de produits agricoles et à la création d'entreprises s'accompagne d'investissements limités dans les services d'appui promouvant un meilleur niveau de vie, en particulier dans les zones rurales de collines.

23. Le projet favorisera l'adoption d'un ensemble de technologies, de pratiques et de méthodes de production efficaces pour réduire la charge de travail. Compte tenu du défi que représente la recherche d'emplois rémunérateurs dans l'État pour les jeunes hommes et les jeunes femmes, et du niveau de migration motivée par les difficultés économiques extrêmes, le projet vise à créer des perspectives à court et à long terme pour les jeunes. Il s'agira notamment de mettre en place un noyau d'entrepreneurs et de prestataires de services agricoles chargés de la prestation de services jusqu'au dernier kilomètre. Pour faire face aux aléas des changements climatiques, le projet sera coordonné avec les interventions du Département de l'agriculture et du Département du développement des bassins versants du Gouvernement de l'Uttarakhand, qui s'appuieront sur les activités de l'ILSP relatives au développement des bassins versants. Le REAP comportera également des éléments liés à la conservation des sols et de l'eau, et traitera les questions liées aux changements climatiques au moyen de mesures d'adaptation. Enfin, un environnement favorable garantira un flux stable de jeunes et de migrants capables d'innover et dotés d'un esprit d'entreprise souhaitant se lancer dans des activités agricoles et extra-agricoles. Ces mesures devraient contribuer à multiplier par deux les revenus des ménages ruraux et à réduire l'émigration motivée par les difficultés économiques extrêmes.

D. Alignement, appropriation et partenariats

24. Le REAP contribue à la réalisation de quatre objectifs de développement durable: l'objectif 1 (pas de pauvreté), l'objectif 2 (faim zéro), l'objectif 5 (égalité entre les sexes) et l'objectif 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques). Il concorde par ailleurs avec la « Stratégie pour une Inde nouvelle », élaborée par le Gouvernement, et appuie directement ses leviers de transformation du monde rural. La stratégie prévoit de doubler les revenus des agriculteurs, de moderniser l'agriculture et de développer les filières et les infrastructures rurales.
25. Le projet est conforme aux politiques institutionnelles du FIDA visant à transversaliser les questions liées à la nutrition, au genre, aux jeunes et aux changements climatiques. Ses objectifs et ses activités sont en phase avec l'objectif stratégique ciblé unique du COSOP 2018-2024, selon lequel « les systèmes de production agricole et alimentaire des petits exploitants sont rémunérateurs, durables et résilients », qui contribue à la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable de l'Inde 2018-2022.
26. Le REAP sera coordonné avec d'autres initiatives des pouvoirs publics, en particulier celles du Département du développement rural et de ses différents départements d'exécution, ainsi qu'avec l'Uttarakhand Parvatiya Aajeevika Sanvardhan Company (UPASaC)⁵ et des banques commerciales pour faciliter l'octroi de prêts aux groupes d'entraide et aux entreprises agricoles familiales. Pour faire face aux aléas des changements climatiques, le REAP sera coordonné avec des projets du Programme de développement des bassins versants du Gouvernement et ceux du Département de l'agriculture, qui s'appuieront sur les activités de l'ILSP relatives au développement des bassins versants tout en intervenant dans le domaine de la conservation des sols et de l'eau. Des partenariats seront par ailleurs noués avec l'Autorité de gestion des catastrophes de l'État de l'Uttarakhand et avec les Services intégrés de développement de

⁵ L'UPASaC est une société de capital-risque à vocation sociale enregistrée en vertu de l'article 8 de la loi sur les entreprises et promue par le Département du développement rural du Gouvernement de l'Uttarakhand.

l'enfant, dans le but d'élargir l'offre d'aliments très nutritifs et prêts à consommer préparés par des collectifs d'appui aux moyens d'existence.

E. Coût, avantages et financement

Coût du projet

27. Le coût total du projet s'élève à 378 millions d'USD sur une période de sept ans. Le montant total alloué par le FIDA au projet au titre du financement de l'action climatique est estimé à 17,7 millions d'USD, soit environ 17% des 105 millions d'USD financés par le FIDA (dont 44,83 millions d'USD proviennent de fonds annulés des cycles précédents du Système d'allocation fondé sur la performance, conformément à la politique de restructuration du FIDA).

Tableau 1
Coût du projet par composante et sous-composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

| Composante/sous-composante | FIDA | | Autres cofinanceurs | | Bénéficiaires | | Emprunteur | | Total | |
|--|----------------|-------------|---------------------|-------------|---------------|------------|---------------|------------|----------------|--------------|
| | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % |
| 1. Création de grappes inclusives | | | | | | | | | | |
| 1.1. Diversification des moyens d'existence et création d'entreprises | 32 544 | 42,4 | 34 852 | 45,4 | 4 769 | 6,2 | 4 578 | 6,0 | 76 742 | 20,3 |
| 1.2. Renforcement institutionnel des organisations locales et partenariats | 32 742 | 67,2 | 94 | 0,2 | 9 342 | 19,2 | 6 549 | 13,4 | 48 727 | 12,9 |
| Sous-total | 65 286 | 52,0 | 34 946 | 27,9 | 14 111 | 11,2 | 11 127 | 8,9 | 125 469 | 33,2 |
| 2. Un écosystème pour la création d'entreprises | | | | | | | | | | |
| 2.1. Renforcement des services d'appui et des infrastructures de marché | 10 552 | 63,8 | 1 794 | 10,9 | - | - | 4 182 | 25,3 | 16 528 | 4,4 |
| 2.2. Appui aux services financiers | 6 275 | 3,1 | 197 894 | 96,6 | - | - | 635 | 0,3 | 204 804 | 54,1 |
| Sous-total | 16 827 | 7,6 | 199 688 | 90,2 | - | - | 4 817 | 2,2 | 221 332 | 58,5 |
| 3. Gestion du projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs | | | | | | | | | | |
| 3.1. Gestion du projet | 19 602 | 71,2 | - | - | - | - | 7 699 | 28,8 | 27 301 | 7,2 |
| 3.2. Suivi-évaluation et gestion des savoirs | 3 285 | 83,2 | - | - | - | - | 661 | 16,8 | 3 946 | 1,0 |
| Sous-total | 22 887 | 72,7 | - | - | - | - | 8 360 | 27,3 | 31 247 | 8,3 |
| Total | 105 000 | 27,8 | 234 634 | 62,1 | 14 111 | 3,7 | 24 304 | 6,4 | 378 049 | 100,0 |

Tableau 2
Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

| Catégorie de dépenses | Prêt du FIDA | | Autres cofinanceurs | | Bénéficiaires | | Emprunteur | | Total |
|--|----------------|-------------|---------------------|-------------|---------------|------------|---------------|------------|----------------|
| | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant |
| Dépenses d'investissement | | | | | | | | | |
| 1. Formation | 11 004 | 54,1 | 8 923 | 43,9 | - | | 406 | 2,0 | 20 332 |
| 2. Conseil, études et assistance technique | 12 801 | 70,0 | - | 0,0 | - | | 5 486 | 30,0 | 18 288 |
| 3. Biens, services et intrants | 21 451 | 45,3 | 16 733 | 35,3 | 3 212 | 6,8 | 6 006 | 12,7 | 47 402 |
| 4. Dons et subventions | 36 617 | 57,9 | 11 100 | 17,6 | 10 899 | 17,2 | 4 598 | 7,3 | 63 213 |
| 5. Crédit et fonds de garantie | 2 243 | 1,1 | 197 543 | 98,9 | - | | - | - | 199 786 |
| Total des dépenses d'investissement | 84 116 | 24,1 | 234 299 | 67,1 | 14 111 | 4,0 | 16 496 | 4,7 | 349 021 |
| Dépenses récurrentes | | | | | | | | | |
| 1. Salaires, traitements et indemnités | 15 397 | 70,0 | - | - | | | 6 602 | 30,0 | 21 999 |
| 2. Coûts de fonctionnement | 5 487 | 78,1 | 336 | 4,8 | | | 1 207 | 17,2 | 7 029 |
| Total des dépenses récurrentes | 20 884 | 71,9 | 336 | 1,2 | - | | 7 809 | 26,9 | 29 028 |
| Total | 105 000 | 27,8 | 234 634 | 62,1 | 14 111 | 3,7 | 24 304 | 6,4 | 378 049 |

∞

Tableau 3
Coût du projet par composante et sous-composante et par année
(en milliers d'USD)

| Composante | Année 1 (2022) | | Année 2 (2023) | | Année 3 (2024) | | Année 4 (2025) | | Année 5 (2026) | | Année 6 (2027) | | Année 7 (2028) | | Total |
|--|----------------|-----------|----------------|-----------|----------------|-----------|----------------|-----------|----------------|-----------|----------------|----------|----------------|----------|----------------|
| | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant |
| 1. Création de grappes inclusives | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1.1. Diversification des moyens d'existence et création d'entreprises | 1 307 | 2 | 24 585 | 32 | 26 854 | 35 | 15 199 | 20 | 8 359 | 11 | 318 | - | 121 | - | 76 742 |
| 1.2. Renforcement institutionnel des organisations locales et partenariats | 1 920 | 4 | 11 945 | 25 | 10 569 | 22 | 7 326 | 15 | 13 437 | 28 | 2 290 | 5 | 1 240 | 3 | 48 727 |
| Sous-total | 3 227 | 3 | 36 530 | 29 | 37 423 | 30 | 22 525 | 18 | 21 796 | 17 | 2 608 | 2 | 1 361 | 1 | 125 469 |
| 2. Un écosystème pour la création d'entreprises | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2.1. Renforcement des services d'appui et des infrastructures de marché | 526 | 3 | 3 357 | 20 | 5 987 | 36 | 2 530 | 15 | 1 908 | 12 | 1 587 | 10 | 634 | 4 | 16 528 |
| 2.2. Appui aux services financiers | 34 023 | 17 | 32 401 | 16 | 42 015 | 21 | 44 690 | 22 | 38 145 | 19 | 6 647 | 3 | 6 882 | 3 | 204 804 |
| Sous-total | 34 549 | 16 | 35 758 | 16 | 48 002 | 22 | 47 220 | 21 | 40 053 | 18 | 8 234 | 4 | 7 516 | 3 | 221 332 |
| 3. Gestion du projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3.1. Gestion du projet | 5 049 | 18 | 3 973 | 15 | 4 035 | 15 | 3 560 | 13 | 3 677 | 13 | 3 799 | 14 | 3 209 | 12 | 27 301 |
| 3.2. Suivi-évaluation et gestion des savoirs | 1 524 | 39 | 1 492 | 38 | 287 | 7 | 238 | 6 | 108 | 3 | 214 | 5 | 83 | 2 | 3 946 |
| Sous-total | 6 573 | 21 | 5 465 | 17 | 4 322 | 14 | 3 798 | 12 | 3 785 | 12 | 4 012 | 13 | 3 292 | 11 | 31 247 |
| Total | 44 350 | 12 | 77 754 | 21 | 89 747 | 24 | 73 543 | 19 | 65 634 | 17 | 14 854 | 4 | 12 168 | 3 | 378 049 |

6

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

28. Le projet est cofinancé par le Gouvernement de l'État de l'Uttarakhand, différents programmes publics (dans le cadre de la convergence), l'UPASaC, des banques, les bénéficiaires du projet (y compris les organisations de producteurs agricoles et les collectifs d'appui aux moyens d'existence) et le secteur privé. Le rapport entre les ressources du prêt du FIDA et l'ensemble du cofinancement est de 1:2,6.
29. Le FIDA versera les fonds au Gouvernement indien, qui les transférera vers le fonds consolidé de l'État aux fins du remboursement des dépenses préfinancées.
30. **Financement rétroactif.** Par dérogation à la section 4.07 a) ii) des Conditions générales applicables au financement du développement agricole du FIDA, il est demandé au Conseil d'administration d'approuver un financement rétroactif allant jusqu'à 1 million d'USD pour couvrir les dépenses autorisées engagées au titre des activités de démarrage entre le 6 août 2021 et la date de prise d'effet. Pour donner lieu à un financement rétroactif, les biens et services doivent avoir été acquis selon la procédure de passation des marchés applicable aux projets de prêt. Le financement rétroactif devra être préfinancé par le Gouvernement et remboursé une fois que l'accord de financement conclu avec le FIDA sera entré en vigueur, et les conditions de retrait remplies.

Décaissement

31. Un compte désigné libellé en dollar des États-Unis, réservé au prêt et destiné à recevoir les fonds du FIDA sur la base du remboursement, sera ouvert par le Gouvernement indien à la Banque de réserve de l'Inde. Les fonds versés par le FIDA seront libellés en dollar des États-Unis. Le Gouvernement indien transférera les fonds du FIDA au Gouvernement de l'Uttarakhand, qui versera à son tour le montant au projet, conformément au plan de travail et budget annuel (PTBA) approuvé. Il sera alors possible de demander au FIDA de procéder aux remboursements par le biais de demandes de retrait. Les décaissements réalisés par l'UGP seront versés aux autres partenaires d'exécution conformément au PTBA, ainsi qu'aux unités de gestion du projet au niveau du district (UGPD). Les fonds provenant des UGPD seront versés aux fédérations mises en place au niveau des grappes, aux collectifs d'appui aux moyens d'existence et aux communautés en vue de la mise en œuvre des activités du projet. Les partenaires d'exécution et les fédérations mises en place au niveau des grappes, les collectifs d'appui aux moyens d'existence et les organisations communautaires remettront à l'UGP et aux UGPD des certificats d'utilisation tous les trimestres, en fonction des versements effectués.

Résumé des avantages et analyse économique

32. Les avantages directs du projet découlent principalement des éléments suivants:
 - i) hausse des revenus agricoles après l'adoption de nouvelles technologies;
 - ii) production de revenus par de nouvelles entreprises de filières créées avec l'aide du projet;
 - iii) revenus supplémentaires des producteurs fournissant des matières premières aux entreprises;
 - iv) hausse des revenus des organisations de producteurs agricoles et des collectifs d'appui aux moyens d'existence démarrant une activité économique avec l'aide du projet.
 Les indicateurs de viabilité financière montrent que tous les modèles d'entreprise sont financièrement viables. Le taux de rentabilité financière interne du projet est de 26%, avec une valeur actuelle nette de 759 millions d'USD. Les flux de trésorerie ajustés du projet se caractérisent par un taux de rentabilité économique interne (TREI) de 31%, avec une valeur actuelle nette économique de 1 034 millions d'USD. Les résultats des analyses de sensibilité montrent que si les coûts augmentent de 10 ou 20%, les avantages diminuent dans les mêmes proportions. Dans ces deux scénarios, le TREI est supérieur au coût d'opportunité du capital, ce qui laisse penser que les modèles d'exploitation agricole et d'entreprise sont relativement stables face à des scénarios risqués.

33. Le projet donne également lieu à plusieurs avantages indirects: i) une amélioration des services financiers et sociaux fournis par les organisations de producteurs agricoles et les collectifs d'appui aux moyens d'existence à leurs membres; ii) la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la zone du projet; iii) l'amélioration de la santé animale (animaux laitiers, volaille, caprins, ovins, poissons); iv) le développement des filières grâce à l'amélioration de l'accès au marché; v) l'expansion des entreprises rurales.

Stratégie de sortie et durabilité

34. Le REAP garantira la durabilité et l'efficacité institutionnelles en aidant les organisations locales à devenir des entités et acteurs économiques indépendants. Le projet a été conçu en concertation avec les organismes publics compétents, les départements techniques concernés du Ministère de l'agriculture et les bénéficiaires potentiels, et avec leur participation. Ces concertations et discussions ont permis d'élaborer une approche solide et une série d'interventions qui seront mises en œuvre avec une forte participation des communautés et des groupes, et la mobilisation des fonctionnaires locaux. Sur cette base, les investissements et les résultats des interventions devraient perdurer après l'achèvement du projet.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

| <i>Catégorie/sous-catégorie de risque</i> | <i>Risque inhérent</i> | <i>Risque résiduel</i> |
|---|------------------------|------------------------|
| Contexte national | Modéré | Faible |
| Stratégies et politiques sectorielles | Modéré | Faible |
| Environnement et climat | Substantiel | Modéré |
| Portée du projet | Modéré | Faible |
| Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité | Modéré | Faible |
| Gestion financière | Substantiel | Modéré |
| Passation des marchés | Substantiel | Modéré |
| Impact environnemental, social et climatique | Modéré | Faible |
| Parties prenantes | Modéré | Modéré |
| Risque global | Modéré | Faible |

B. Catégorie environnementale et sociale

35. La catégorie environnementale et sociale attribuée au REAP est B. Les risques et impacts environnementaux et sociaux potentiels sont propres au site concerné et limités à la production (aménagement des terrains et utilisation de produits agrochimiques), aux installations de transformation des produits agricoles (gestion des déchets solides et des effluents, avec d'éventuels risques pour la santé et la sécurité des travailleurs), et aux impacts potentiels de la construction de petits entrepôts et installations de stockage. Les risques et impacts négatifs potentiels seront facilement atténués et/ou considérablement réduits grâce à des mesures d'atténuation éprouvées et économiques propres au site concerné, telles que la promotion de pratiques agricoles climato-compatibles et de moyens d'existence fondés sur les ressources naturelles.

C. Classement au regard des risques climatiques

36. Le risque climatique est jugé élevé. Le projet est exécuté dans des zones où les initiatives de développement rural ont enregistré des pertes et des dégâts importants en raison des conditions météorologiques. Les inondations ont eu des conséquences sur les routes, les ponts et les périmètres d'irrigation, et la modification de l'intensité et des volumes de précipitations devrait se traduire par une augmentation des ruissellements de surface, entraînant des crues soudaines,

l'érosion des sols, la perte d'éléments nutritifs dans le sol, une reconstitution moindre des réserves d'eau souterraine et des glissements de terrain, en particulier dans les zones de montagnes ou de collines.

D. Soutenabilité de la dette

37. Le ratio dette/PIB de l'Inde est de 69,6%, c'est-à-dire bien au-dessus de ceux des marchés émergents comparables. Dans leur dernière analyse de la soutenabilité de la dette, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international estiment que le risque de surendettement extérieur et de surendettement global de l'Inde est faible. La dette extérieure de l'Inde a augmenté depuis 2017-2018, mais avoisine toujours les 20% du PIB. Si la hausse de la dette extérieure est largement due aux emprunts contractés par des acteurs non gouvernementaux, la part de la dette à court terme (sur la base de l'échéance résiduelle) par rapport à la dette totale a augmenté depuis 2017-2018, portée par les dépôts des non-résidents, les emprunts commerciaux et le crédit commercial à court terme. La vulnérabilité externe de l'Inde, d'après les indicateurs d'adéquation des réserves, reste faible par rapport aux années précédentes.
38. La croissance réelle du PIB devrait toutefois augmenter entre 2022 et 2026, de 6,6% par an en moyenne, portée par l'agriculture et l'industrie manufacturière. Une demande externe et un investissement étranger direct plus importants, un relâchement des tensions commerciales et de meilleures conditions financières mondiales pourraient favoriser la croissance et faciliter les ajustements.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

39. L'organisme d'exécution principal sera le Département du développement rural, qui mettra en œuvre le REAP en coopération avec divers départements. La structure organisationnelle s'articule autour de quatre niveaux: l'État, l'Uttarakhand Grameen Vikas Samiti (UGVS), le district et le bloc. Le projet sera exécuté par l'intermédiaire de l'UGP sous la houlette d'un directeur ou d'une directrice de projet, qui rendra compte à un directeur ou à une directrice en chef et sera épaulé par une équipe de base. Les équipes d'exécution au niveau du district seront hébergées dans les locaux des UGPD mises en place dans chacun des 13 districts du projet. Au niveau des blocs, l'équipe de projet sera intégrée aux opérations de l'USRLM.
40. Un groupe consultatif technique composé de spécialistes chevronnés issus d'organismes privés et publics sera nommé pour fournir des conseils et des orientations techniques au comité de gestion du projet. Une grande partie du personnel du projet sera confiée à des prestataires de services.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

41. **Gestion financière.** Les modalités de gestion financière tiennent compte des enseignements tirés de projets en cours appuyés par le FIDA. Elles seront intégrées aux procédures de planification et de budgétisation de l'État. Le système en ligne de gestion de trésorerie de l'État et le système national de gestion des finances publiques seront utilisés pour allouer les fonds du projet, procéder à des vérifications et à des contrôles internes, tenir la comptabilité, communiquer l'information financière et effectuer un suivi des soldes bancaires non dépensés du projet. D'après une évaluation du FIDA, les modalités de gestion financière proposées sont acceptables et offrent un degré d'assurance raisonnable que les fonds du prêt seront utilisés comme prévu et comptabilisés comme il se doit. Si les mesures complémentaires convenues sont mises en place, le risque de gestion financière résiduel est jugé modéré.

42. **Passation des marchés.** L'organisme principal du projet, l'UGVS et le département principal du Gouvernement de l'Uttarakhand seront chargés de la passation des marchés et de la gestion des activités connexes dans le cadre du REAP. En s'acquittant de cette responsabilité, l'UGVS devra impérativement respecter les dispositions de la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations, sa Politique de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles, sa Politique de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et ses Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique.
43. **Gouvernance.** Conformément à la politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption, une autorité indépendante compétente chargée de recevoir et d'examiner les allégations de fraude et de corruption, et d'enquêter sur ces dernières, devra être nommée par le Gouvernement de l'Uttarakhand. Cette nomination devra être confirmée au FIDA par écrit (avant toute négociation du prêt), de même que toute modification/révision apportée à l'autorité nommée.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

44. L'UGP sera chargée d'élaborer le PTBA, ainsi que le plan de passation de marchés du REAP, et de veiller à leur approbation par sa direction et par le FIDA. Le plan, qui comprendra un plan d'activité, des objectifs et un plan de dépenses, doit être harmonisé avec les activités et les objectifs globaux du projet. Un système de suivi-évaluation efficace sera mis en place pour suivre les progrès grâce aux indicateurs prévus dans le cadre logique.
45. Le système de suivi-évaluation du REAP s'appuiera sur une structure très robuste mise en place par l'ILSP et considérée comme un modèle de bonne pratique. Il servira d'outil de gestion et permettra de mesurer les progrès réalisés, d'évaluer la conformité, de cerner les contraintes et de déterminer les mesures correctives à mettre en œuvre. Les activités de gestion des savoirs du projet favoriseront la circulation efficace d'informations pertinentes entre le personnel du projet, les bénéficiaires et les autres parties prenantes. Les données relatives aux produits, aux effets directs et à l'impact qui seront générées par le système de suivi-évaluation permettront d'élaborer des études de cas, des notes d'orientation et des rapports. Ces documents seront utilisés à des fins de concertation sur les politiques, d'apprentissage entre pairs et, éventuellement, de reproduction à plus grande échelle. Les produits de gestion des savoirs seront communiqués sur différents supports, notamment des blogs, des publications écrites, des vidéos et les réseaux sociaux.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

46. Un Fonds d'innovation de plus de 5 millions d'USD pour les jeunes entreprises pionnières a été intégré dans la conception du projet. Celui-ci servira également à expérimenter certaines fonctions innovantes, telles que: i) l'éducation numérique et la création de start-up; ii) de nouvelles mesures de gestion durable des terres; iii) un programme d'incubation pour la jeunesse, qui sera testé dans le cadre du REAP par le biais du modèle d'incubateur d'entreprises rurales et/ou d'autres initiatives locales en matière d'entrepreneuriat.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

47. Le FIDA et le Gouvernement ont défini les principales mesures à prendre pour garantir la préparation à l'exécution. Sont notamment prévus: i) le recrutement des effectifs essentiels; ii) la mise en place d'un dispositif pour l'accès à des consultants en gestion; iii) le recensement et l'évaluation des capacités des organismes d'exécution partenaires/d'appui technique; iv) la réalisation d'un

sondage de référence sur la zone du projet, associé à une analyse des moyens d'existence; v) l'examen et l'évaluation de la performance des collectifs d'appui aux moyens d'existence et des organisations de producteurs agricoles; vi) l'évaluation de l'offre et de la demande de prestataires de services locaux; vii) la réalisation d'analyses détaillées des filières prioritaires au niveau des blocs; viii) la préparation d'analyses financières des entreprises cibles.

48. Pour faciliter le démarrage, le comité de gestion du projet recrutera un agent d'ordonnancement du projet – une personne ayant antérieurement participé à la conception du projet – qui sera chargé d'appuyer la mise en place de la structure et du système de gestion du projet.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

49. Le FIDA mènera régulièrement des missions de supervision conformément à ses procédures habituelles. Ces missions permettront d'examiner la performance du projet, les progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs et la conformité aux exigences fiduciaires. Des rapports semestriels sur l'état d'avancement du projet seront établis et présentés dans un format préalablement approuvé par le FIDA.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

50. Un accord de financement entre la République de l'Inde et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'Emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
51. La République de l'Inde est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
52. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

53. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de l'Inde un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de cent cinq millions de dollars des États-Unis (105 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreement:

"Rural Enterprise Acceleration Project (REAP)"

(Negotiations concluded on 03 December 2021)

Loan No: _____

Project name: Rural Enterprise Acceleration Project ("REAP") ("the Project")

The Republic of India (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS, the Borrower has requested a loan from the Fund for the purpose of financing the Rural Enterprise Acceleration Project ("REAP") described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS this Agreement is to finance the implementation of the Project in the State of Uttarakhand (the "State");

WHEREAS, the Project shall be carried out through the State of Uttarakhand (the "State") pursuant to a separate agreement herewith between the Fund and the State (the "Project Agreement");

WHEREAS, for this purpose, the Borrower shall make available to the Government of Uttarakhand the respective part of the proceeds of the Financing upon terms and conditions set forth in this Financing Agreement;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2020, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.

3. The Fund shall provide a Loan (the "Financing") to the Borrower, which the Borrower shall cause the State to use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. A. The amount of the loan is one hundred and five million United States Dollars (USD 105 000 000).
2. The Loan is granted on ordinary lending terms and shall be subject to Interest on the principal amount outstanding of the Loan rate equal to the IFAD Reference Interest Rate with variable spread, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and have a maturity period of 17.5 years, including a grace period of 5.5years, starting from the date as of which the Fund has determined that all general conditions precedent to withdrawal have been fulfilled.
3. The Loan Service Payment Currency shall be in the United States dollars (USD).
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1st April.
5. Payments of principal and interest shall be payable on each 1st June and 1st December.
6. There shall be a Designated Account (DA) in USD for the Loan, for the exclusive use of the Project that will be opened by the Borrower at Reserve Bank of India (RBI) to which funds will flow from IFAD.
8. The Borrower shall cause the State to provide counterpart financing for the Project in the ratio of 80-20 between the IFAD Financing and the counterpart contribution respectively.

Section C

1. The Rural Development Department, Government of Uttarakhand shall be the State nodal department for the Project and Uttarakhand Gramya Vikas Samiti (UGVS) shall be the Lead Project Agency ("LPA"). The LPA has overall responsibility for implementation of the Project.
2. The following are designated as additional Project Parties:
 - i) Uttarakhand Parvatiya Ajeevika Sanvardhan Company (UPASaC)
 - ii) Uttarakhand State Rural Livelihoods Mission (USRLM)
 - iii) Any other stakeholder identified by the PMU, in agreement with the Fund.
3. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.
4. The Project Completion Date shall be the 31st March 2029.
5. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with the IFAD Procurement Guidelines and Procurement Handbook, 2019, amended from time to time.

Section D

1. The Fund will administer the Loan and supervise the Project.

Section E

1. The following is designated as additional grounds for suspension of this Agreement: the Project Implementation Manual (PIM) and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
2. The following is designated as additional grounds for cancellation of this Agreement: the PIM or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or substantially modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project, and the Borrower has not taken any measures to remedy the situation;
3. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
 - a) The IFAD no objection to the PIM shall have been obtained;
 - b) Key Project staff as described in the Project Agreement shall have been recruited in accordance with the PIM; and
 - c) The Subsidiary Agreement in form and substance acceptable to the Fund shall have been duly concluded between the State nodal department and the Lead Project Agency.
4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Republic of India

Secretary, Department of Economic Affairs
Ministry of Finance,
New Delhi 110001

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

[Copy to:]

This Agreement, [dated _____], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

REPUBLIC OF INDIA

"[Authorised Representative Name]"
"[Authorised Representative title]"

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

Date: _____

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall benefit 560,000 households i.e. 2.7 million individuals largely comprising small farmers and landless households. Of the target number of households some 60% will be women and 35% youth. The majority of the beneficiaries are small farmers (with less than 1.0 ha. of land), livestock growers, micro entrepreneurs, non-farm producers, workers in service sectors, agricultural labourers and those who are engaged in other income generating activities.

2. *Project area.* The Project will be implemented in all the 13 districts and in all 95 Community Development Blocks (CDBs) of Uttarakhand. The Project will build on the work done through the Integrated Livelihoods Support Programme (ILSP) in 44 Community Development Blocks (CDBs) in 11 districts as well as the Uttarakhand State Rural Livelihood Mission (USRLM) which is being implemented in all 95 CDBs across all 13 districts. (*"The Project Area"*)

3. *Goal.* The goal of the Project to contribute to the doubling of income of rural households and reduce distress rural out migration.

4. *Objectives.* The objective of the Project is to build resilience of rural households by diversifying their sources of income through intensified cluster-based climate resilient production systems of select value chains, promotion of farm and off-farm enterprises and building a supportive ecosystem.

5. *Components.* The Project shall consist of the following Components:

5.1 Component 1: Inclusive cluster development. The component will be implemented through two sub-components: 1.1 - Livelihoods diversification and enterprise development; and 1.2 - Institutional strengthening of CBOs and partnerships. The objective of sub-component 1.1 is to build the capabilities of individual farm households, self-help groups and producer groups to diversify livelihoods opportunities. The objective of sub-component 1.2 is to strengthen the capacity of CBOs to increase their outreach to target households and to develop into viable inclusive farmer institutions.

5.2 Component 2: Ecosystem for enterprise development. The component will be implemented through two sub-components: 2.1: Strengthening support services and market infrastructure. The objective of sub-component 2.1 is to develop the enabling conditions for livelihoods, enterprise and value chain development by establishing last mile market infrastructure, providing support services and scaling up a youth incubation scheme. The objective of sub-component 2.2 is to support project activities by facilitating access to financial services.

5.3. Component 3: Project Management, M&E and Knowledge Management. A Project Management Unit (PMU) will be established at both State and District level. The state level PMU will be led by a Project Director and at district level by District Project Managers in all 13 districts. The PMU will converge with government Projects and projects that will actively support project implementation both technically and financially. A High Powered Committee will provide strategic oversight.

II. Implementation Arrangements

6. *Lead Project Agency.* The Project Implementation Agency will be Uttarakhand Gramya Vikas Samiti (UGVS), which will implement REAP in cooperation with various departments.

7. *Project Oversight Committee.* There will be two oversight entities: (i) High Powered Committee, chaired by the Chief Secretary, Government of Uttarakhand; and (ii) the Project Management Committee, chaired by the Additional Chief Secretary, Rural Development Department. A Technical Advisory Panel comprising senior experts of public and private agencies will be appointed to provide technical advice and guidance to the Project Management Committee. The Project Management Committee shall review and approve the Annual Work Plan and Budget and its revisions and other tasks delegated by the High Powered Committee. At the district level, the Coordination Committee will be chaired by the District Magistrates. The roles and responsibilities of the State and District level Oversight Committees shall be included in the Programme Implementation Manual.

8. *Project Management Unit.* The Project will be implemented through the Project Management Unit headed by a Project Director reporting to the Chief project Director and assisted by a team of 2 Directors (Convergence and Finance), one Dy. Director (HR & Training) and one Team Leader Operations and Enterprises. The positions of Director Finance, Dy. Director HR & Training and Director Convergence will be on secondment from Government. District level implementation teams will be housed with the District Project Management Units (DPMU) to be established in each of the 13 project districts. At the Block level the project team will be integrated with the USRLM set up.

9. *Implementing partners.* The Project's approach and implementation modalities are in harmony with the vision and strategies of partners such as UPASAC and USRLM as per the AWPB and to the DPMUs. The funds from the DPMUs shall be disbursed to the CBOs for project activities. The PMU/ DPMUs shall obtain utilization certificates from the implementing partners and the CBOs for each quarter based on which further releases shall be made.

10. *Monitoring and Evaluation.* The PMU will be responsible for preparing the annual workplan and budget (AWP/B) and procurement plan for REAP, and for securing approval from its management and IFAD. The plan will include an activities plan along with physical targets and an expenditure plan and should reflect overall project targets and activities. The REAP M&E system will be built on a very strong and robust system instituted by ILSP. The system will be utilized as a management tool and will include an assessment of progress and compliance, identification of constraints and proposed remedial actions.

11. *Knowledge Management.* A comprehensive knowledge management action plan will be developed in the early stages of implementation. Output, outcome and impact data generated by the M&E system will inform case studies, briefs and reports. These will be used for policy dialogue, peer learning and potential scaling up. Knowledge management products will be communicated through multiple media, including blogs, written publications, video and social media.

12. *Project Implementation Manual.* The PMU shall be responsible for the finalisation of a Project Implementation Manual (PIM) that shall describe: (i) implementation of project activities; (ii) the administration of Loan proceeds and Project Parties' responsibilities; (iii) financial management and procurement procedures; and (iv) monitoring and evaluation of project progress and results. The PIM shall be approved by the Executive Committee, before IFAD's non objection is obtained.

13. *Compliance with the Social Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP).* The Borrower shall cause the State to ensure that the Project Implementation Manual reflects the recommendations of the SECAP as they apply to the Project objectives and activities.

14. *Anticorruption Measures.* The Borrower shall cause the State to comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations and shall cause the State to ensure that the compliance provisions are extended to the entities/organizations/parties and contractors.

15. *Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment and Exploitation and Abuse.* The Borrower shall cause the State to comply with IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse and shall cause the State to ensure that the compliance provisions are extended to the entities/organizations/parties and contractors engaged during implementation of the Project.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

| Category | Loan Amount Allocated (expressed in USD) | Percentage eligible for IFAD financing |
|--|---|--|
| I. Training, Consultancies, studies & TA | 23,805,000 | 100% |
| II. Goods, Services and Inputs | 21,451,000 | 100% |
| III. III.Grants and Subsidies, Credit and Guarantee Funds | 38,860,000 | 100% |
| IV. Operating Cost | 20,884,000 | 100% |
| TOTAL | 105,000,000 | |

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) Category I - Training, Consultancies, studies & TA shall mean eligible expenditures incurred under all components of the Project for training, workshops, consulting services, studies and technical assistance.
- (ii) Category II - Goods, Services and Inputs shall mean eligible expenditures incurred under all components of the Project for Goods, Equipment and tools, non-consulting services and materials and other inputs.
- (iii) Category III - Grants and Subsidies, Credit and Guarantee Funds shall mean eligible expenditures incurred under components 1&2 of the Project for grants, subsidies, credits and guarantees.
- (iv) Category IV - Operating Cost shall mean eligible expenditures incurred under components 3 and related to operating costs, including salaries and allowances.
- (v) The Percentage is applied to Project expenditures, excluding taxes and shares of other financiers.

2. *Disbursement arrangements*

- (a) The Disbursement Arrangements will be set forth in detail in the Letter to the Borrower.
- (b) *Retroactive financing.* As an exception to section 4.07(a) (ii) of the General Conditions, specific eligible expenditures incurred between August 6, 2021 and the date of entry into force of this Agreement shall be considered eligible up to an amount equivalent to one million US dollars (USD 1,000,000) for activities relating to project start-up activities specified in AWPB to be financed by retroactive financing and their respective category of expenditures and source of financing will require prior no objection from IFAD to be considered eligible. Pre-financed eligible expenditures shall be reimbursed to the Borrower once

additional conditions precedent to the first disbursement of funds specified in Section E.3 are fulfilled.

- (c) The contribution made in cash by the implementing agencies and beneficiaries and other organizations shall be recorded as expenditure as incurred.

Negotiated project agreement: "Rural Enterprise Acceleration Project (REAP)"

(Negotiations concluded on 03 December 2021)

Loan Number: _____

Project Title: Rural Enterprises Acceleration Project ("the Project")

The State of Uttarakhand of the Republic of India (the "State") acting by its Governor
and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS:

(A) by the Financing Agreement (herewith the "Financing Agreement") between the Republic of India acting by its President (the "Borrower") and the Fund, the Fund has agreed to make available to the Borrower an amount of one hundred and five million United States dollars (USD 105,000,000) for the purpose of partially financing the Rural Enterprises Acceleration Project (the "Project"), on the condition that the State undertakes its obligations toward the Fund as are set forth in this Agreement;

(B) by a Subsidiary Agreement to be entered into between the State nodal department (Department of Rural Development) and the Uttarakhand Gramya Vikas Samiti (the "Lead Project Agency"), the proceeds of the Loan, as provided for under the Financing Agreement and in the amount of one hundred and five million United States Dollars (USD 105,000,000), shall be made available by the State to the Lead Project Agency for the purpose of implementing the Project on terms and conditions set forth therein; and

(C) the State, in consideration of the Fund entering into the Financing Agreement with the Borrower, has agreed to undertake the obligations hereinafter set forth;

NOW THEREFORE, the parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document and the Financing Agreement.
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2020, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement and all provisions thereof, with the exceptions indicated in the Financing Agreement, shall apply to this Agreement.
3. The State declares its commitment to the goal and objective of the Project as set forth in Schedule 1 of the Financing Agreement and accepts the obligations ascribed to it in the Financing Agreement, as valid, binding obligations of the State to the Fund.

4. For the purposes of this Agreement, any obligation of the Borrower, either independently or jointly with the Lead Project Agency/Project Parties to cause or ensure the taking of or forbearance from taking certain actions, shall be deemed a direct obligation of the State to the Fund to take or forbear from taking such actions or to cause or ensure the taking of or forbearance from taking such actions.

5. Any obligation of any Project Party or other implementing agency to take or forebear from taking any actions, shall be deemed a direct obligation of the State to the Fund to take or forebear from taking such actions.

Section B

1. In accordance with the Financing Agreement and the Preamble of this Agreement, the State shall enter into a Subsidiary Agreement with the Lead Project Agency in form and substance acceptable by the Fund.

2. The State shall duly perform all its obligations under the Financing Agreement, the Subsidiary Agreement, and this Agreement. The State shall cause the Lead Project Agency to perform its obligations under the Project and under the Agreement entered into to implement the Project.

3. As provided for in the Financing Agreement, the State shall provide funds including its counterpart funds for implementing the project activities as per the approved Annual Work Plan and Budget (AWPB) net of funds available with the LPA, and shall ensure that under normal circumstances no budgetary cuts are imposed on the LPA.

4. The State, shall strive to undertake proactive measures for convergence of agriculture and allied central sector schemes and other Government schemes, for an amount of approximately forty eight million United States Dollars (USD 48 000 000) equivalent, and strive to ensure contributions from beneficiaries in an amount of approximately fourteen million one hundred eleven thousand United States Dollars (USD 14 111.000) equivalent to achieve the project development objective. In addition, the State shall ensure that the LPA endeavour to mobilize one hundred and eighty six million United States dollars (USD 186 000 000) equivalent from domestic financial institutions.

5. The State shall cause the LPA to enter into contracts, with service providers including for international technical assistance and administer the contracts as per the provisions contained therein. Contracts with the management consultancy facility and other technical assistance shall include an Accountability Matrix.

6. *Procurement.* The State shall cause the LPA to undertake procurement of goods, works and services including consultancy services under the Project, financed from the resources provided by the Fund, in accordance with IFAD Procurement Guidelines, December 2019 and IFAD Procurement Handbook, as amended hereafter from time to time. IFAD review of procurement actions, thresholds for procurement methods shall be as per the provisions of the Letter to the Borrower issued by the Fund and as amended from time to time.

7. The State shall ensure that the accounts of the Project are annually audited by a private audit firm empanelled by the Office of the Controller and Auditor General of the State of Uttarakhand. The terms of reference for the external audit will be agreed with the Fund; and the external audit will be conducted in accordance with the IFAD Handbook for Financial Reporting and Auditing for IFAD financed projects. In addition, the activities covered under the investment grant shall be subject to an annual operation audit by independent audit firms.

8. In addition, the State shall cause the LPA to establish a system of internal audit, whereby a firm of Chartered Accountants will be engaged to conduct internal audit of the Project Management Unit of the LPA, on an annual basis and reports to Chief Project Director of the LPA. The arrangements for the internal audit will be further detailed in the Project Implementation Manual.

9. *Accounting and Financial management.* The PIU will maintain an accounting software that satisfies National Accounting Standards and IFAD's requirements. Within 6 months from the date of entry into force, the current accounting software TALLY would have been customized to generate reports in the format required for preparation of the Project Financial Statements.

10. *Monitoring and Evaluation.* The State shall cause the LPA to develop a fully functional monitoring and evaluation system within 12 months from entry into force, in compliance with IFAD and the GoUK requirements. In addition, participatory monitoring will be conducted. The M&E system and the redressal process will be spelt out in the Project Implementation Manual.

11. In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the State, after consultation with the Borrower, to request withdrawals from the Loan Account if the LPA has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

- (a) *Compliance with the Social Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP).* The State shall cause the LPA to ensure that the Project Implementation Manual reflects the recommendations of the SECAP as they apply to the Project objectives and activities and as provided in Section II of this Agreement.
- (b) *Anticorruption Measures.* The State shall ensure compliance and shall cause LPA to ensure compliance with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations and shall ensure that the compliance provisions are extended to the entities/organizations/parties and contractors.
- (c) *Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment and Exploitation and Abuse.* The State shall cause the LPA to comply with IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse and cause LPA to ensure that the compliance provisions are extended to the entities/organizations/parties and contractors engaged during implementation of the Project.
- (d) *Zero tolerance for Child Labour.* The State shall cause the LPA to ensure compliance with the State's zero tolerance policy against child labour.

12. *Use of Project Vehicles and Other Equipment.* The State shall ensure that:

- (a) all vehicles and other equipment procured under the Project are allocated to the PMU and other Implementing Agencies for Project implementation;
- (b) The types of vehicles and other equipment procured under the Project are appropriate to the needs of the Project; and
- (c) All vehicles and other equipment transferred to or procured under the Project are dedicated solely to Project use.

13. *IFAD Client Portal (ICP) Contract Monitoring Tool.* The State shall ensure that a request is sent to IFAD to access the Project procurement Contract Monitoring Tool in the

IFAD Client Portal (ICP). The State shall ensure that all contracts, memoranda of understanding, purchase orders and related payments are registered in the Project Procurement Contract Monitoring Tool in the IFAD Client Portal (ICP) in relation to the procurement of goods, works, services, consultancy, non-consulting services, community contracts, grants and financing contracts. The State shall ensure that the contract data is updated on a quarterly basis during the implementation of the Project.

14. *The Key Project Personnel are:* Project Director, Financial Specialist, Officer for Monitoring and Evaluation, Procurement Officer and Environment and Climate Assessment Specialist.

SECAP Provisions

15. The State shall, and shall cause the LPA to carry out the preparation, design, construction, implementation, and operation of the Project in accordance with the measures and requirements set forth in the Social, Environmental Climate Assessment Procedures of IFAD ("SECAP 2017 Edition"), as well as with all applicable laws and regulations to the Borrower and/or the sub-national entities relating to social, environmental and climate change issues in a manner and substance satisfactory to IFAD. The State shall not amend, vary or waive any provision of the SECAP 2017 Edition, unless agreed in writing by the Fund in the Financing Agreement and/or in the Management Plan(s), if any.

16. For projects presenting Category A social and environmental risks, the State shall carry out the implementation of the Project in accordance with the measures and requirements set forth in the Environmental and Social Impact Assessments (ESIAs)/Environmental and Social Management Frameworks (ESMFs) and/or Resettlement Action Plans/Frameworks (RAPs/Fs) and Environmental and Social Management Plans (ESMPs) for Category A projects and Free, Prior and Informed Consent (FPIC) Plans, FPIC Implementation Plans, Indigenous Peoples Plans (IPPs), Pesticide Management Plans, Cultural Resources Management Plans and Chance Finds Plans] (the "Management Plan(s)"), as applicable, taken in accordance with SECAP requirements and updated from time to time by the Fund.

The State shall not amend, vary or waive any provision of the ESMPs and Management Plan(s), unless agreed in writing by the Fund and if the State has complied with the same requirements as applicable to the original adoption of the ESMPs.

17. The State shall cause the LPA to comply at all times while carrying out the Project with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2017 Edition and the Management Plan(s), if any.

18. The State shall cause the LPA to disclose the draft and final ESIA reports and all other relevant Management Plan(s) with Project stakeholders and interested parties in an accessible place in the Project -affected area, in a form and language understandable to Project affected persons and other stakeholders. The disclosure will take into account any specific information needs of the community (e.g. culture, disability, literacy, mobility or gender).

19. The State will ensure that a project -level grievance mechanism is established that is easily accessible, culturally appropriate, available in local languages, and scaled to the nature of the Project's activity and its potential impacts to promptly receive and resolve concerns and complaints (e.g. compensation, relocation or livelihood restoration) related to the environmental and social performance of the Project for people who may be unduly and adversely affected or potentially harmed if the Project fails to meet the SECAP related policies. The Project -level grievance mechanism needs to take into account indigenous

peoples, customary laws and dispute resolution processes. Traditional or informal dispute mechanisms of affected indigenous peoples should be used to the greatest extent possible.

20. The State shall take appropriate and necessary actions to implement the agreed actions resulting out of the Mid Term Review and the annual Supervision Missions.

21. The State shall nominate and confirm to the Fund in writing, the independent and competent authority responsible for receiving, reviewing and investigating allegations of fraud and corruption initially and all further changes/revisions to the nominated authority.

22. This Agreement shall come into force and effect on the date upon which the Financing Agreement enters into force. It shall terminate on the date on which the Financing Agreement terminates.

Section C

The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the State:

Chief Secretary
Government of Uttarakhand
Dehradun

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement has been prepared in the English language in three (3) original copies, one (1) for the Fund, one (1) for the State and one (1) for the Borrower.

STATE OF UTTARAKHAND

[Authorized Representative]

Dated: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

President

Logical framework

| Results Hierarchy | Indicators | | | | Means of Verification | | | Assumptions |
|--|--|----------|----------|------------|-----------------------|-------------------------------------|----------------|---|
| | Name | Baseline | Mid-Term | End Target | Source | Frequency | Responsibility | |
| Outreach | 1 Persons receiving services promoted or supported by the project | | | | Project monitoring | Quarterly | PMU/DPMU | Project implementation undertaken without delay and with adequate release of financial resources |
| | Males - Males | | | | | | | |
| | Females - Females | | 240000 | 336000 | | | | |
| | Young - Young people | | 264000 | 403200 | | | | |
| | Indigenous people ⁶ | | 56000 | 117600 | | | | |
| | Total number of persons receiving services - Number of people | | 480000 | 672000 | | | | |
| | 1.b Estimated corresponding total number of households members | | | | Project monitoring | Quarterly | PMU/DPMU | |
| | Household members - Number of people | | 1960000 | 2744000 | | | | |
| | 1.a Corresponding number of households reached | | | | Project monitoring | Quarterly | PMU/DPMU | |
| | Women-headed households - Households | | | | | | | |
| Non-women-headed households - Households | | | | | | | | |
| Households - Households | | 400000 | 560000 | | | | | |
| Project Goal Contribute to the doubling of income of rural households and reduce distress rural out migration | Percentage of households reporting increase in income by 35% above baseline | | | | Impact Assessment | At baseline, midterm and completion | PMU | Sustained Government policies in favour of rural income enhancement with improved terms of trade for rural producers |
| | Households - Percentage (%) | | 25 | 70 | | | | |
| | Percentage of returnee migrants supported | | | | Impact Assessment | At baseline, midterm and completion | PMU | |
| | Households - Percentage (%) | | 15 | 30 | | | | |
| Development Objective To build resilience of rural households by diversifying their sources of income through intensified cluster based climate resilient production systems, promotion of farm and off-farm enterprises and creating a supportive ecosystem | 3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices | | | | Impact Assessment | At baseline, midterm and completion | PMU | Government's infrastructure and other development efforts converge with this project activities. |
| | Total number of household members - Number of people | | | | | | | |
| | Households - Percentage (%) | | 20 | 50 | | | | |
| | Women-headed households - Households | | | | | | | |
| | Households - Households | | | | | | | |
| | Percentage of rural enterprises reporting increases in income | | | | Impact Assessment | At baseline, midterm and completion | PMU | |
| Households - Percentage (%) | | 25 | 70 | | | | | |
| Outcome Agriculture production of rural households intensified and farm ,off-farm and non farm enterprise promoted, employment opportunities created | SF.2.1 Households satisfied with project-supported services | | | | Annual Outcome Survey | Annual | PMU | Adequate capacity is built within UGVS to address the needs of Producer Organizations and rural entrepreneurs and extreme |
| | Household members - Number of people | | | | | | | |
| | Indigenous households - Households | | | | | | | |
| | Women-headed households - Households | | | | | | | |
| | Households (%) - Percentage (%) | | | | | | | |

⁶ ST and SC households are included in the indigenous people disaggregated data.

| | | | | | | | | |
|---|--|-------|--------|--------|---|----------------------|----------|--|
| | Households (number) - Households | | | | | | | climatic events do not disrupt agriculture production, |
| | SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers | | | | Annual Outcome Survey | Annual | PMU | |
| | Household members - Number of people | | | | | | | |
| | Indigenous households - Households | | | | | | | |
| | Women-headed households - Households | | | | | | | |
| | Households (number) - Households | | | | | | | |
| | Percentage of new or improved rural producers' organization members reporting services provided by the organization | | | | Annual Outcome Survey | Annual | PMU | |
| | Members RPOs - Percentage (%) | | 50 | 90 | | | | |
| | Percentage of households reporting increase in marketable volumes | | | | Annual Outcome Survey | Annual | PMU | |
| | Households - Percentage (%) | | 20 | 60 | | | | |
| Output Cluster based agricultural production supported | % increase in members under cluster based production | | | | Project Monitoring | Quarterly | PMU/DPMU | |
| | Increase in hectares - Percentage (%) | | 20 | 40 | | | | |
| | No. of farm households trained in climate adaptive production practices and/ or technologies | | | | Project Monitoring | Quarterly | PMU/DPMU | |
| | No. of farm households - Households | | 100000 | 400000 | | | | |
| | 1.1.3 Rural producers accessing production inputs and/or technological packages | | | | Project Monitoring | Quarterly | PMU | |
| | Males - Males | | | | | | | |
| | Females - Females | | | | | | | |
| | Young - Young people | | | | | | | |
| | Indigenous people - Indigenous people | | | | | | | |
| | Total rural producers - Number of people | | 100000 | 250000 | | | | |
| | No. of ultra- poor households supported with Income generating activities | | | | Project Monitoring | Quarterly | PMU/DPMU | |
| | Males - Number | | | | | | | |
| Females - Number | | | | | | | | |
| Households - Number | | 6000 | 10000 | | | | | |
| Output Farm, Off-farm and non-farm Rural MSMEs promoted with linkages to BDS and technical and marketing services | 2.1.1 Rural enterprises accessing business development services | | | | Project Monitoring | Quarterly | PMU/DPMU | Sustainable and qualified business service providers are available to provide access to services |
| | Size of enterprises - Enterprises | | | | | | | |
| | Rural enterprises - Enterprises | | 10000 | 35000 | | | | |
| | Women in leadership position - Females | | | | | | | |
| | No. of self employed enterprises established through skills training, apprenticeships and value chain entrepreneurship | | | | Project Monitoring | Quarterly | PMU/DPMU | |
| No. self employed enterprises - Number | | 23000 | 50000 | | | | | |
| Outcome Capacity for CBOs and partnerships strengthened | Percentage of Rural producer organisations (CLFs, LCs, FPOs) financially profitable and sustainable | | | | Annual outcome surveys and evaluation studies | Baseline; Completion | PMU | Sustainable and qualified business service providers are available to provide access to services |
| | % Rural POs - Percentage (%) | | 25 | 80 | | | | |

| | | | | | | | |
|--|---|-----|--------------------|--------------------|----------------------|----------|--|
| Output Supportive institutional structures strengthened | 2.1.3 Rural producers' organizations supported | | | Project Monitoring | Quarterly | PMU/DPMU | Rural Producers organization and Producer Groups able to manage production, value addition and marketing activities efficiently and rural entrepreneurs able to access efficient BDS, credit, technical and marketing services |
| | Total size of POs - Organizations | | | | | | |
| | Rural POs supported - Organizations | | 696 | | | | |
| | Males - Males | | | | | | |
| | Females - Females | | | | | | |
| | Young - Young people | | | | | | |
| | Indigenous people - Indigenous people | | | | | | |
| | No. of farmers, women and youth trained in business and marketing | | | Project Monitoring | Quarterly | PMU/DPMU | |
| | No. of farmers - Number of people | | 5000 | | | | |
| | youth - Number of people | | 15000 | | | | |
| No of youth supported through Rural incubation programme | | | Project monitoring | Quarterly | PMU/DPMU | | |
| Young - Young people | | 400 | | | | | |
| No. of productive partnerships established with private sector partners by FPOs | | | Project Monitoring | Quarterly | PMU/DPMU | | |
| No. of partnerships - Number | | 50 | | | | | |
| Outcome Conducive enterprise promotion ecosystem promoted | Percentage of multi stake holder platforms performing effectively | | | Project Monitoring | Quarterly | PMU/DPMU | |
| | % of platforms performing effectively - Percentage (%) | | 40 | | | | |
| | 1.2.6 Partner financial service providers with portfolio-at-risk ≥30 days below 5% | | | Project Monitoring | Mid-Term; Completion | PMU/DPMU | |
| Percentage - Percentage (%) | | 90 | | | | | |
| Output Support service established | No. of growth centres established or strengthened | | | Project Monitoring | Quarterly | PMU/DPMU | |
| | No. of growth centres - Number | | 100 | | | | |
| Output Policy products completed | Number of policy-relevant knowledge products completed | | | Project monitoring | Quarterly | PMU/DPMU | |
| | No. of policy - Number | | 4 | | | | |
| Output Financial services extended | Number of MOUs with financial institutions | | | Project Monitoring | Quarterly | PMU/DPMU | |
| | No of MoUs - Number | | 4 | | | | |
| | Number/% of SHGs/ PGs and livelihood collectives/FPOs with bank loans | | | | Quarterly | PMU/DPMU | |

| | | | | | | | |
|---|--|-------|-------|--------------------|-----------|----------|---|
| No. of SHGs/ PGs - Number | | 30000 | 50000 | Project Monitoring | | | collectives with facilitation from UPASAC and SRLM |
| % of SHGs/ PGs - Percentage (%) | | | | | | | |
| Number of micro and small enterprises availing bank credit | | | | Project Monitoring | Quarterly | PMU/DPMU | Financial institutions remain interested to lend to enterprises |
| No. of enterprises - Number | | 5000 | 10000 | | | | |

Integrated project risk matrix

| | | |
|---|----------|-----|
| Country Context | Moderate | Low |
| Political Commitment | Moderate | Low |
| Risk: The risk is moderate, primarily owing to the fact that the State Government is due for elections next year. | Moderate | Low |
| Mitigations: India is a stable democracy. No major political risks are perceived that may affect the project. The Govt of Uttarakhand has provided necessary clearances and a Cabinet Approval is in process. | | |
| Governance | Low | Low |
| Risk: The risk is low. India is a union of States with a constitutional distribution of powers between the Centre and the State Governments. A 2019 Report on Good Governance Index (GGI) has placed Uttarakhand as 2nd among 11 North Eastern and Hill States of India. | Low | Low |
| Mitigations: No major interventions needed from the project. | | |
| Macroeconomic | Moderate | Low |
| Risk: The present inflation rate is low. State finances are partially affected by the burden of the pandemic and economic slowdown, where lockdowns are still implemented to contain the spread of the Covid19. | Moderate | Low |
| Mitigations: Macroeconomic risks, especially risks of insufficient counterpart funding by the state are low and unlikely to compromise the achievement of the project's development outcomes. The project is focused on diversification of income of poor HHs and will mitigate adverse impacts of macroeconomic factors at HH level. | | |
| Fragility and Security | Low | Low |
| Risk: No significant issues of fragility and security in the state. | Low | Low |
| Mitigations: | | |

| | | |
|--|-------------|----------|
| No interventions needed. | | |
| Sector Strategies and Policies | Moderate | Low |
| Policy alignment | Low | Low |
| Risk: Conducive policy environment exists for the project focus areas. In particular issues related to commercialisation of agriculture, formation of FPOs, contract farming and promotion of youth enterprises will be aligned with existing government strategies, policies and schemes. | Low | Low |
| Mitigations: The project will be aligned to the Government schemes & strategies. | | |
| Policy Development and Implementation | Moderate | Low |
| Risk: The risk is moderate. While the project will be fully aligned to sectoral policies related to agriculture, youth and MSME, some of the Agriculture related policies of the Government are currently on hold (eg Contract farming). | Moderate | Low |
| Mitigations: The project will also undertake policy engagement related to: (i) youth employment and the scaling up of the youth incubation schemes, (ii) development of a road map for SHG graduation to FPOs including a value chain orientation, and (iii) up-scaling a training programme on group business management and marketing to support cooperative and FPO development. | | |
| Environment and Climate Context | Substantial | Moderate |
| Project vulnerability to environmental conditions | Moderate | Low |
| Risk: Direct environmental risks and impacts are considered moderate. The Project will not support land use changes that will affect forests, protected areas, important bird habitats, and will not clear contiguous area of above 100ha in a single location. Project activities to be implemented in mountainous areas will likely be prone to erosion, whereas projects located in the plains will likely be susceptible to pollution from runoff from floods. | Moderate | Low |
| Mitigations: The project will not intervene in environmentally sensitive areas. Site-specific environmental mitigation measures will include erosion | | |

| | | |
|--|----------|----------|
| control measures, soil and water conservation, environmentally friendly and climate-resilient production and processing systems, including promoting climate smart agriculture practices and natural resources-based livelihood options that have positive impact on the environment. | | |
| Project vulnerability to climate change impacts | High | Moderate |
| Risk: Prolonged periods of drought combined with rainfall variability may have impact on water availability, increase in crop-water demand, emergence of new pests and reduced availability of feed and fodder. | High | Moderate |
| Mitigations: Building on the successes of ILSP, the project will promote flood and erosion control measures while introducing climate adaptation interventions such as drought tolerant crops, agro-forestry, soil and water conservation measures and livelihood diversification activities that will significantly reduce the risk. Selection of value chains will take into consideration the changing weather patterns, erratic rainfall and prolonged droughts. | | |
| Project Scope | Moderate | Low |
| Project Relevance | Low | Low |
| Risk: The project scope is within the Government policies and the mandate of the Line Department. | Low | Low |
| Mitigations: The project has a robust governance system to ensure the project alignment with state policies and continued relevance. There is a high level of interest in the project within the government which was reflected in the full ownership of the project design process from the highest levels within the state government and the concerned Line Department. | | |
| Technical Soundness | Moderate | Low |
| Risk: The project envisages working across different sectors and geography (plain and hilly districts) – an approach that has its set of inherent complexities. Most of the ideas promoted through the project have been tried and tested in various projects. | Moderate | Low |
| Mitigations: | | |

| | | |
|---|----------|-----|
| <p>REAP will cover the full state which means all 13 districts and 95 Community Development Blocks (CDBs). This is a significant expansion from the coverage under ILSP, which was implemented in 11 districts but only 44 CDBs. This expansion will be done through partnership with USRLM, which is also being implemented by the RDD, the lead Department implementing REAP. This will ensure full co-ordination at all levels. The two new plains districts being included for the first time, will be critical for providing access to wider markets.</p> <p>ILSP's experience of working in the agricultural sector will reduce risks in interventions in cluster-based agribusiness development; however, experience in adopting the value chain approach and non-farm sector initiatives is nascent. To mitigate potential risks, the project has planned multiple trainings and technical assistance for UGVS and LCs/CLF on enterprise development, value chain development, and financial services and will be implemented in convergence with the Government of Uttarakhand. Besides, the project will launch smaller and less risky value chains in the initial years of the project, and after successful completion, will move to larger and complex value chains.</p> | | |
| Institutional Capacity for Implementation and Sustainability | Moderate | Low |
| Implementation Arrangements | Moderate | Low |
| <p>Risk:</p> <p>The lead implementing agency (UGVS) has previous experience of implementing IFAD supported project in the state. The agency has a team of qualified and experienced staff. The key challenge is to implement sustainable enterprise development and fee-for-services which requires intense networking and liaison with the government and the private sector.</p> | Moderate | Low |
| <p>Mitigations:</p> <p>To mitigate these risks, UGVS under the project will have dedicated PMU and additional trained staff members in all districts. Through the project, UGVS will seek help of sector experts in designing value chain subprojects. Moreover, the project will enhance its institutional capacity through targeted trainings and exposures. The project will engage competent Project Management Consultants to support the project in business incubation and start ups and enterprise promotion.</p> | | |
| Monitoring and Evaluation Arrangements | Low | Low |
| Risk: | Low | Low |

| | | |
|--|-------------|----------|
| The Lead Implementing Agency has instituted a very robust MIS and M&E system. Under the new project the key challenge will be to expand this system to cover the various value chains across various sectors. | | |
| Mitigations: Management Information system will be strengthened to cover new elements of the project including value chains. Also the M&E system will be participatory and decentralized involving key target groups in identification of project activities and monitoring implementation of project. This will in-turn ensure sustainability of project interventions. | | |
| Project Financial Management | Substantial | Moderate |
| Project Organization and Staffing | Substantial | Moderate |
| Risk: Except the Director (Finance), the other finance and accounting staff will be appointed on contract from the open market initially for a period of 3 years with performance review at the end of every year. The quality of staff will determine the quality of FM. | Substantial | Moderate |
| Mitigations: • Adequate and trained finance staff with clear job description and accountability lines; • Customized, user-friendly software and PIM. | | |
| Project Budgeting | Moderate | Low |
| Risk: Preparation of timely budgets incorporating the proposed expenditure by components, categories and financiers. | Moderate | Low |
| Mitigations: • To ensure proper process of preparation of AWPB using the bottom-up approach and regular review of the physical and financial progress; • Regularly track the achievement with the budget and report on quarterly basis. | | |
| Project Funds Flow/Disbursement Arrangements | Moderate | Moderate |
| Risk: The AWPB of the project is built into the State Budget and funds released from the Treasury in a timely manner to meet the implementation needs of the project. | Moderate | Moderate |

| | | |
|--|-------------|----------|
| Mitigations: | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Ensure timely release of budget for project activities in accordance with the AWPB. | | |
| Project Internal Controls | Substantial | Moderate |
| Risk: | | |
| Effective internal control systems which are currently lacking as reported by the auditor of ILSP. Having an effective internal audit system with quarterly reports and compliances. | Substantial | Moderate |
| Mitigations: | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Segregation of fiduciary -sensitive duties; • Periodic reconciliations; • Restricting access to accounting files and documents; • Periodic count of inventories and fixed assets; • Having an effective system of internal audit to be conducted quarterly. | | |
| Project Accounting and Financial Reporting | Substantial | Moderate |
| Risk: | | |
| Use of accounting software (customized) to record transactions to generate reports by components, categories and financiers, comparison with the budgets and preparation of the quarterly IUFR for submission along with the WA. | Substantial | Moderate |
| Mitigations: | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Accountant will need to be proficient in the use of the accounting software; • Back-up of accounting records; • Use of register of fixed assets; • Project Implementation Manual (PIM) to detail reporting and monitoring requirements and rules; • Use of financial statements templates consistent with IFAD reporting requirements. | | |
| Project External Audit | Moderate | Low |
| Risk: | | |
| Timely appointment of an independent auditor and submission of audit report (complete- as per IFADs requirements) within the stipulated time of six months from the end of the fiscal year | Moderate | Low |
| Mitigations: | | |

| | | |
|---|-------------|----------|
| <ul style="list-style-type: none"> • The auditor will be a CAG empanelled firm of Chartered Accountants; • Ensure reporting as required by IFAD Guidelines; • Prompt implementation of auditor's recommendations. | | |
| Project Procurement | Substantial | Moderate |
| Legal and Regulatory Framework | Substantial | Moderate |
| <p>Risk:</p> <p>The risk that the Borrower's regulatory and institutional capacity and practices (including compliance with the laws) are inadequate to conduct the procurement in a manner that optimizes value for money with integrity. The risk is substantial. The State Framework, Uttarakhand Procurement Rules (UPR) is not fully consistent with IFAD Procurement Guidelines. Procurement related complaints redressal are addressed through existing legal provisions and General Financial Rules, which are lengthy and layered. No Standard Bid Documents prescribed under UPR. Compliance with IFAD Procurement norms will be needed.</p> | Substantial | Moderate |
| <p>Mitigations:</p> <p>The project design suggests the project procurement follows the IFAD Procurement Guidelines and Procurement Handbook. Project will be familiarised with IFAD Procurement Guidelines and Handbook and IFAD prior review thresholds</p> | | |
| Accountability and Transparency | Substantial | Moderate |
| <p>Risk:</p> <p>The risk that accountability, transparency and oversight arrangements (including the handling of complaints regarding, for example, SH/SEA and fraud and corruption) are inadequate to safeguard the integrity of project procurement and contract execution, leading to the unintended use of funds, misprocurement, SH/SEA, and/or execution of project procurements outside of the required time, cost and quality requirements. The project will have decentralized implementation and procurement. There is risk of noncompliance with agreed procurement arrangements.</p> | Substantial | Moderate |
| <p>Mitigations:</p> <p>Several mitigation measures are proposed: 1) PMU will have overall Procurement responsibility and accountability; 2) a robust two-tiered complaint handling mechanism will be put in place at the LPA. The complaint handling authority, the form of complaint register, response time, decision-making mechanism, and other features will be outlined in detail in the PIM; In addition, the State Government</p> | | |

| | | |
|---|--------------------|-----------------|
| <p>will also designate an independent investigative authority 3) IFAD will conduct implementation support missions to review the procurement performance of the project. All contracts not covered under prior review by IFAD will be subject to post review during the implementation support missions and/or special post-review missions along with a sample of prior reviewed procurement actions; 4) for activities at community level, annual PPR for an appropriate percentage of contracts shall be conducted by IFAD. In addition Audits will also be conducted.</p> | | |
| <p>Capability in Public Procurement</p> | <p>Substantial</p> | <p>Moderate</p> |
| <p>Risk:</p> <p>The risk that the implementing agency does not have sound processes, procedures, systems and personnel in place for the administration, supervision and management of contracts resulting in adverse impacts to the development outcomes of the project. The risk is moderate as the REAP Implementing agency is familiar with the IFAD procurement procedures and norms, but not conversant with the revised risk based approach.</p> | <p>Substantial</p> | <p>Moderate</p> |
| <p>Mitigations:</p> <p>Mitigation measures include: 1) appropriate qualified procurement staffing at SPMU and DPMU level; 2) strengthening and capacity building of staff at State level and partners. 3) Guidelines for investment grants evaluation procedures will be put in place; 4) Engagement of resource persons in the evaluation process for technical advice.</p> | | |
| <p>Public Procurement Processes</p> | <p>Substantial</p> | <p>Moderate</p> |
| <p>Risk:</p> <p>The risk that procurement processes and market structures (methods, planning, bidding, contract award and contract management) are inefficient and/or anti-competitive, resulting in the misuse of project funds or sub-optimal implementation of the project and achievement of its objectives. It is assessed that highly decentralized project implementation and absence of qualified procurement staff may result in delays in procurement and contract management processes</p> | <p>Substantial</p> | <p>Moderate</p> |
| <p>Mitigations:</p> <p>REAP PMU will setup a Procurement Unit to handle procurements and contract management as per IFAD regulations. 2)IFAD will inform the recommended thresholds for procurement and also IFAD prior review thresholds through LtB; 3) the PIM will specify the delegation and procurement implementation arrangements; 4) all procurement activities at SPMU and DPMU level including</p> | | |

| | | |
|---|----------|-----|
| investment grants to communities to be included in procurement plan and no objected by IFAD. 5) Mandatory adoption of IFAD Standard Bid Documents, evaluation templates and contract monitoring and reporting through IFAD ICP portal; 6) All exception reporting will be informed to the Project Oversight Committee 7) all records from procurement planning to contract completion and procurement complaints shall be retained in a chronological order and made available as and when requested by IFAD. | | |
| Environment, Social and Climate Impact | Moderate | Low |
| Biodiversity Conservation | Low | Low |
| Risk: The nature and magnitude of project activities will not entail conversion of critical or natural habitat for agricultural land use or promote unsustainable harvesting of Non-Timber Forest Products (NTFP) that might lead to biodiversity loss or cause significant threat to availability of ecosystem services. | Low | Low |
| Mitigations: Building on successes of ILSP and convergence with government programs on watershed and biodiversity management, selection and siting of project activities will avoid protected and forested areas. | | |
| Resource Efficiency and Pollution Prevention | Moderate | Low |
| Risk: Pollution of soil and water due to the use of agro-chemicals for crops and generation of manure from livestock is moderate. | Moderate | Low |
| Mitigations: To minimise soil and water pollution, site-specific Environmental and Social Management Plan (ESMP) will include an Integrated Pest Management Plan to guide on the application, storage, handling and disposal of agro-chemicals and waste management practices. The use of drip and sprinkler irrigation systems and climate smart agriculture practices, will promote efficient use of resources particularly water. | | |
| Cultural Heritage | Moderate | Low |
| Risk: The state consists of several pilgrimage sites and places of religious prominence including sacred water sources. | Moderate | Low |
| Mitigations: | | |

| | | |
|--|----------|-----|
| The Project will not have impacts on Indigenous Peoples, resource degradation of project areas or sites of historic, religious or cultural significance. The project activities are not expected to have any adverse impact and mitigation measures will include Chance Find Procedure included in the ESMP | | |
| Indigenous People | Low | Low |
| Risk: Scheduled Tribes (STs) constitutes 3 % of the total population of the state and 91% of STs population reside in rural areas. There are no significant risks specific to STs. | Low | Low |
| Mitigations: The project targeting strategy which will have relevant tools of ensuring that the poorest and most vulnerable including STs are benefiting from project activities and VPGs will ensure that those most vulnerable are not left out. Both, under USRLM and ILSP, the ST communities have been mobilised under various groups. REAP will ensure that project interventions are dovetailed with the Tribal Development Sub Plan where applicable to bring the benefit of government schemes to add to the project interventions for the ST communities. | | |
| Labour and Working Conditions | Moderate | Low |
| Risk: Women could be adversely impacted and their workload can increase due to their participation in project activities as women in Uttarakhand are already overburdened and heavily involved in both household and agriculture activities. There is some risk of children, especially young girls being involved more in household level work and use of child labour in the community livelihood activities | Moderate | Low |
| Mitigations: The project will promote modern and women friendly production technology and drudgery reduction tools and equipment. Alternative livelihoods promoted under the project may offer women and young persons less labour intensive alternatives. The project will develop a guideline to address the potential risks of child labour and ensure that all service providers', rural institutions developed and strengthened under the project activities and management committees are oriented properly on prevention of child labour laws. The project will follow Government of India's guidelines on curbing child labour and any third party contract under the project with suppliers, procurers and service providers will have | | |

| | | |
|--|----------|------------------------------------|
| no child labour clause. The site-specific Environmental and Social Management Plan (ESMP) will include Health and Safety practices to guide SMES | | |
| Community Health and Safety | High | Moderate |
| <p>Risk:</p> <p>Risks related to health and safety of communities due to disease transmission particularly of COVID-19 is significant.</p> <p>The risk of continued outbreaks of COVID-19 could result in a further influx of returnee migrants which could have a potential impact on project start-up and implementation.</p> | High | Moderate |
| <p>Mitigations:</p> <p>The GoUK has put in place Standard Operating Procedures for the control and management of Covid-19 pandemic and has been among the better managed states in the country. Additionally, the project will develop Community Health and Safety guidelines, knowledge products and implement campaigns that build awareness and capacity among the project communities on safety and hygiene practices in the context of the ongoing pandemic and proposed project interventions and all project activities will strictly follow Government of Uttarakhand COVID-19 related policies and safeguards.</p> <p>Whilst start up could be impacted REAP will mitigate the risk by prioritizing activities that could be conducted remotely. Staff recruitment, engagement of service providers and initial trainings and related activities of the project are not likely to be adversely impacted.</p> | | |
| Physical and Economic Resettlement | | No risk envisaged - not applicable |
| N/A | | |
| Greenhouse Gas Emissions | Moderate | Low |
| <p>Risk:</p> <p>Emission of greenhouse gases (GHG) from project activities such as farm mechanization and agro-processing facilities is considered low and likely to be less than emissions without the project activities.</p> | Moderate | Low |
| <p>Mitigations:</p> <p>The Project will promote the use of renewable energy for farm mechanization and agro-processing activities. Site-specific</p> | | |

| | | |
|--|----------|----------|
| Environmental and Social Management Plan (ESMP) will include guidance for establishing environmental and social management systems for SMES including capacity building on Good Agricultural Practices and environmentally friendly production systems. | | |
| Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards | Moderate | Low |
| Risk: Increase in temperature combined with rainfall variability may have impact on water availability, increase in crop-water demand (due to increased evapotranspiration), emergence of new pests and reduced availability of feed and fodder. | Moderate | Low |
| Mitigations: REAP will promote flood and erosion control measures while introducing climate adaptation interventions such as drought tolerant crops, agro-forestry, soil and water conservation measures and livelihood diversification activities. Selection of value chains will take into consideration the changing weather patterns, erratic rainfall and prolonged droughts. | | |
| Stakeholders | Moderate | Moderate |
| Stakeholder Engagement/Coordination | Moderate | Moderate |
| Risk: The risk is primarily related to engagement of private sector, technical institutions and banks. | Moderate | Moderate |
| Mitigations: Banks and financial institutions will be major partners in the project. RDD has on-going relations with multiple banks which will be further strengthened. The SHG/PGs/livelihood collectives -Bank Linkage programme will have some initial challenges. Piloting of innovative financial products for enterprises is also proposed. Convergence with other government schemes including USRLM is also proposed under the project and a pro-poor financial inclusion approach will be followed. The project will develop a detailed targeting strategy and targeting action plan so that the client base is expanded to ensure that women, youth, SCs, STs are included. For the risk of low performance by technical/training service providers the project will ensure proper due diligence before selecting partners and build risk mitigating mechanisms (financial / performance bank guarantees) into contracts. ILSP has also set up a system for performance assessment of Technical Agency partner which will be used. For mitigating the risk of low mobilization of private sector the | | |

| | | |
|--|----------|-----|
| project proposes setting up multi stakeholder platforms and also expand the partnerships already built under ILSP. | | |
| Stakeholder Grievances | Moderate | Low |
| Risk: Stakeholders may not be aware of the systems for the redressal of their grievances. | Moderate | Low |
| Mitigations: The Government of Uttarakhand has a portal for registration of public grievances (http://samadhan.uk.gov.in). Each district has a phone number and a local helpline number too. The project will make communities aware of this portal and the systems for registering their grievances. Also the RDD conducts Social Audit of various schemes from time to time. Additionally, the project will establish a grievance redress mechanism specifically to address project related concerns and grievances from project related persons. The grievance procedure and disciplinary procedure will be put in place in consultation with implementing agency, project management unit and related government departments. Access to a grievance redress mechanism will be provided to all concerned with the project. In addition, the community will be oriented and trained in access and use of grievance redressal mechanisms. | | |